

# L'avenir paysan, véritable enjeu de société

La socio-économiste et documentariste **Silvia Pérez-Vitoria** est une spécialiste de la question de l'évolution de l'agriculture, et notamment de son industrialisation

**me mo**  
L'industrialisation de l'agriculture, couplée à la libéralisation des échanges, détruit peu à peu l'agriculture paysanne. Mais la résistance s'organise comme en témoigne Silvia Pérez-Vitoria, spécialiste de la question.

Les questions agricoles sont au cœur de sa réflexion depuis des années. Auteure de «Les paysans sont de retour» et «La Riposte des paysans», la sociologue et économiste Silvia Pérez-Vitoria a donné une série de conférences en Suisse sur l'état des lieux de l'agriculture. Spécialiste de la question, elle a notamment réalisé des documentaires aux Etats-Unis, en Espagne, en France, au Mexique, en Roumanie, en Erythrée et au Nicaragua, dont «Les mandarines et les olives ne tombent pas du ciel» et «Sillons solidaires du Danube au Guadalquivir».

Rencontre à Lausanne en marge de la conférence intitulée «Agriculture industrielle et travailleurs agricoles; quelles alliances entre mondes paysans et ouvriers?» organisée par Uniterre, la Plateforme pour une agriculture socialement durable et le Forum civique européen, le 29 février dernier.

## questions réponses

### Quels sont les impacts de l'industrialisation de la paysannerie?

L'industrialisation de l'agriculture, puis la libéralisation des échanges, ont entraîné un processus de prolétarianisation du paysan jusqu'à le détruire. C'est un mécanisme vicieux. L'exemple actuel de la Roumanie est parlant. Tous les ans, 20 000 femmes roumaines des régions agricoles partent travailler la fraise dans le sud de l'Espagne, dans des conditions illégales, car les contrats signés ne sont pas respectés. Ces femmes sont engagées soi-disant pour la finesse de leurs mains, alors que c'est surtout pour s'assurer qu'elles rentreront dans leur pays à la fin de la saison pour retrouver leurs enfants. Or, comme ce sont elles qui maintiennent la structure de la famille et de la ferme, l'agriculture

locale est fragilisée. En fait, l'absence de l'homme pose moins de problèmes. Ce qui prouve qu'il n'y a pas d'agriculture sans les femmes. Dès lors, la production intensive de fraises détruit les productions locales des pays d'origine des travailleuses en même temps que celles des pays de destination des produits par une concurrence déloyale liée aux mauvaises conditions salariales et aux subventions. Il arrive même que des paysannes roumaines se retrouvent ouvrières agricoles sur leur propre terrain racheté par des agriculteurs européens ou des multinationales, car les terres notamment entre la Roumanie et l'Ukraine sont les meilleures au monde. En outre, l'Organisation mondiale de la santé a constaté des carences chez les enfants des migrantes. Les conséquences en terme de santé, mais aussi sociales, sont encore à venir...

### Les solidarités ne sont pas toujours faciles à créer, notamment entre les travailleurs agricoles et les paysans, ou entre les syndicats et les paysans...

Historiquement, les antagonismes sont importants entre les syndicats et les paysans. Mais même si les contacts restent difficiles, des initiatives de rapprochement existent. La Via Campesina, mouvement international de petits paysans créé en 1993, est la première organisation à développer une dynamique entre les paysans et les ouvriers agricoles. Reste que ces derniers sont encore plus invisibles que les paysans. Leurs employeurs les divisent et le travail est saisonnier, d'où la difficulté pour les syndicats de les approcher. Ces derniers sont d'ailleurs peu nombreux à s'en préoccuper. Mais il faut toutefois relever qu'en France, par exemple, plusieurs victoires judiciaires, grâce à un collectif regroupant des syndicats, ont permis de faire respecter les conditions de travail des ouvriers agricoles notamment dans le secteur des arbres fruitiers.

### Quelles sont donc les solutions pour la sauvegarde d'une agriculture paysanne?

Il faut des prix justes par rapport aux coûts de production. C'est dans l'intérêt de tous. Car, aujourd'hui, les bénéfices vont dans les mains des intermédiaires industriels:



La propriété de la terre et son utilisation pose problème en Suisse aussi. Le 17 avril 2011, plus d'une centaine de personnes ont pris possession d'une friche au Champ-des-Filles, dans la zone industrielle de Plan-les-Ouates (GE). Un vaste jardin communautaire a ensuite fleuri sur cette terre.

fabricants d'intrants, industries agroalimentaires et grande distribution. Pour cette raison, les systèmes contractuels de proximité entre paysans et consommateurs sont porteurs d'espoir. Il faut redonner sa place à l'agriculture paysanne qui a été supplantée par l'agriculture industrielle. Cette dernière n'a pas pour but de nourrir la planète, mais de faire de l'argent quels que soient les coûts environnementaux ou de santé. C'est un enjeu de société crucial. Et pourtant les politiques ne réagissent même pas pour faire respecter les lois... Face aux problèmes de politique agricole commune, de problèmes sociaux et de migrations, l'Union européenne ne fait rien.

**Quelles sont les possibilités de résistance des paysans?**  
Beaucoup d'organisations paysannes se sont créées depuis les années 1990

pour lutter contre la prolétarianisation et pour défendre le droit à la terre, à la biodiversité, à la souveraineté alimentaire... Les systèmes de garanties participatives, qui sont des labels définis directement entre les paysans et les consommateurs, font aussi partie des stratégies de résistance pour gagner en autonomie par rapport aux certifications. Toutes ces initiatives, même si elles sont locales, commencent à faire sens pour développer une agriculture paysanne et une solidarité internationale. Le clivage aujourd'hui n'est plus tant celui du Nord contre le Sud, mais plutôt entre les agricultures paysannes dans toute leur diversité d'un côté et l'homogénéisation industrielle de l'autre, au Nord comme au Sud.

**Vous pensez que la résistance peut aussi venir d'Afrique, même si les problèmes sont nombreux...**

Il faut rappeler que les produits subventionnés du Nord sont importés par les pays africains, ce qui fragilise la production locale. Cette libéralisation des échanges et l'accapement des terres par des fonds d'investissement, des multinationales ou des pays, engendrent l'émigration. Le comble du cynisme, c'est que les acheteurs ou les loueurs demandant des terres cultivées par des petits paysans, car ils savent qu'elles sont bien meilleures que celles travaillées de manière industrielle. Cependant, face à cette situation, il y a une prise de conscience des paysans africains, qui font front contre les OGM et revendiquent leurs savoir-faire et la souveraineté alimentaire.

Propos recueillis par Aline Andrey

## « La terre à ceux qui la travaillent! »

Depuis le 4 mars, des journaliers et le Syndicat andalou des travailleurs occupent une exploitation agricole près de Cordoue. Ils s'opposent à la mise aux enchères de cette propriété publique

« On ne peut pas permettre que les autorités andalouses vendent des terres qui sont

publiques. Elles appartiennent aux travailleurs! » Tel est le message lancé le dimanche 4 mars dernier par Diego Cañamero, porte-parole du Syndicat andalou des travailleurs (SAT), devant les 500 «jornaleros», ces travail-

leurs payés à la journée, et autres participants à une marche pacifique qui s'est conclue par l'occupation de la «finca» de Somontes, grande propriété agricole de 400 hectares située sur la commune de Palma del Rio, entre Cordoue et Séville en Espagne.

Cette exploitation agricole appartient à la Communauté autonome d'Andalousie. Cette dernière a mis aux enchères le patrimoine de l'Institut andalou de réforme agraire, dont la disparition a été décidée l'an dernier. L'occupation de la ferme vise à empêcher sa vente alors que le terme pour les offres d'achat arrivait à échéance le lendemain. Selon l'agence *Agroinformacion*, Diego Cañamero a aussi dénoncé cette vente car la propriété pourrait donner du travail à de nombreux journaliers sans emploi. Le chômage sévit en effet dans la région, avec des taux de 40% dans certains villages. Il a exigé que toutes les terres en situation similaire soient réparties en coopératives agricoles ou remises au syndicat afin qu'il les distribue. Le syndicaliste a encore fustigé ces grands propriétaires terriens, possé-

dant la moitié de la surface cultivable d'Andalousie, qui maintiendraient leur exploitation avec une rare main-d'œuvre tout en touchant des millions de primes européennes.

### Occupation définitive

Le lendemain de la marche, une centaine de journaliers restés sur place ont commencé à organiser la poursuite de l'occupation. Très vite, il a été décidé d'occuper cette terre définitivement. Un vaste mouvement de solidarité a permis de rassembler forces, savoir-faire et matériel. Des plantons sont arrivés de Cordoue et d'ailleurs, un vieux combattant républicain a offert ses outils, une première poule a été apportée par un militant. Dès le 8 mars, les plantations de légumes et d'arbres ont été effectuées.

Ce jour-là, une délégation s'est rendue à Séville, soutenue par un millier de personnes venues de toute l'Andalousie, afin d'être entendue par le Conseil de l'agriculture. Une rencontre avec les autorités a pu être obtenue et devait se tenir la semaine dernière.

Le maire de Marinaleda, commune sévillane située à une cinquantaine de kilomètres de Palma del Rio, était présent lors du 1<sup>er</sup> jour de l'occupation et y apporte son soutien. Ce militant de Izquierda Unida, la «gauche unie» espagnole, est connu pour son combat de longue date pour la remise de la terre aux paysans. Peu après l'annonce de la décision d'occupation définitive, il a rappelé qu'à l'heure où 20 000 hectares de terre sont mis en vente à bas prix par le Conseil de l'agriculture de la province, une réforme agraire garantissant la nourriture comme un droit et non comme un négoce est nécessaire. Il invite à ce que la grève générale du 29 mars ne soit pas la conclusion de mobilisations, mais bien le début de toutes celles nécessaires au changement du système économique.

Sylviane Herranz



Le travail de la terre a débuté le 8 mars sur l'exploitation agricole de Somontes.